

L'incivisme des estivants pointé du doigt

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Des milliers de baguettes raflées chaque jour par les fast-foods

Tensions sur le pain à Alger et sa périphérie

Page 3

Quatorzième année - N° 4223 - Dimanche 16 juillet 2017 - Prix : 10 DA

Habitat, transport, sécurité sociale et tourisme

Tebboune inspecte des chantiers à Alger

Page 3

Une année après, le mystère reste entier

Par Mohamed Habili

Une année après, on ne sait toujours presque rien de la tentative de coup d'Etat contre Erdogan, si même d'ailleurs il s'agit bien en l'espèce d'un putsch, ce qui s'appelle un putsch, avec des chefs reconnaissables et des exécutants identifiables, les uns comme les autres impossibles à confondre avec des innocents. Tout ce que l'on sait avec certitude, c'est que le pouvoir turc l'impute toujours à Fethullah Gülen, en exil aux Etats-Unis, lequel pour sa part nie mordicus toute responsabilité dans cette affaire. On ne connaît pas d'exemple d'un coup d'Etat dont on n'a pas de récit, mais qui par contre n'en finit pas de développer ses effets. Or un événement aussi particulier qu'un coup d'Etat mais dont on ne possède nulle narration, est-ce seulement concevable ? Un coup d'Etat dont on ne sait en fait que le chef suprême supposé, et dont les acteurs sont tous des anonymes. Certes, il y a bien eu des hauts gradés qui ont été arrêtés, et d'autres qui ont réussi à s'enfuir, ce qui semble accréditer la thèse du coup d'Etat, ou du moins de la tentative de coup d'Etat, mais les arrestations se sont comptées par milliers. Et pas seulement dans l'armée, dans l'ensemble des secteurs de l'administration turque, en particulier dans les appareils judiciaire et éducatif, où elles se comptent par milliers, et où elles se poursuivent par à-coups. Tout porte à penser que l'épuration des partisans de Gülen continuera aussi longtemps que celui-ci n'est pas extradé.

Suite en page 3

A cause des restrictions budgétaires de l'Etat

Pas de vacances pour les handicapés cet été



Ph/Zalouk

Chaque année, une centaine de handicapés lourds bénéficient de vacances, un peu partout dans le pays, et ce, grâce à l'aide financière de l'Etat. Pour cette saison estivale, c'est loin d'être le cas. Et pour cause, faute de subventions du ministère de la Solidarité nationale, ils sont privés de leur droit à l'évasion.

Lire page 2

Barrage de Beni Haroun

Campagne pédagogique pour «faire barrage» aux noyades

Page 4

Palais des raïs-Bastion 23

Des photos racontent l'histoire d'Alger

Page 13



Prestations et facilitations aux voyageurs Hamel s'enquiert des formalités d'assouplissement

LE DIRECTEUR général de la Sûreté nationale, le général major Abdelghani Hamel, a mis l'accent vendredi sur l'impératif d'offrir les meilleures prestations et facilitations aux voyageurs à travers tous les ports, aéroports et postes frontaliers terrestres au niveau national, notamment en période estivale qui connaît une grande affluente de voyageurs, indique un communiqué de la DGSN. «La mobilisation des moyens et équipements modernes visent essentiellement à réduire les délais d'attente pour les voyageurs et à assouplir les procédures de police», a affirmé le DGSN lors d'une visite d'inspection à la deuxième Brigade de police des frontières de l'aéroport international Houari-Boumediene à Alger, précise le communiqué.

Dans ce cadre, le général major Hamel s'est enquis des formalités d'assouplissement et de sécurité appliquées par les services de la police des frontières, notamment en cette période de l'année qui connaît une grande affluente de voyageurs, résidents, membres de la communauté nationale établie à l'étranger et touristes étrangers, à travers tous les ports, aéroports et postes frontaliers terrestres du pays. Au niveau des guichets de contrôle de la police des frontières, le général major Hamel s'est enquis de l'application des mesures de contrôle des passeports et du niveau de maîtrise des équipements modernes mis en place, à l'instar du lecteur des passeports biométriques qui a permis de diminuer les délais d'attente des voyageurs, précise la communiqué.

M. Hamel a inspecté également la salle de vidéosurveillance où un exposé exhaustif lui a été présenté sur les différentes missions assignées à ce service opérationnel. Il a ensuite donné des instructions pour la sécurité des voyageurs et de leurs bagages. Les voyageurs présents ont salué cette visite qui traduit «l'attachement du haut commandement de la Sûreté nationale à garantir les meilleures conditions pour l'accueil des citoyens, de la communauté algérienne établie à l'étranger et des touristes étrangers». Ils se sont félicités également de l'assouplissement des mesures sécuritaires mis en place par la DGSN au niveau des aéroports, ports et postes frontaliers terrestres, conclut le communiqué.

Mahi L.

A cause des restrictions budgétaires de l'Etat

Pas de vacances pour les handicapés cet été

■ Chaque année, une centaine de handicapés lourds bénéficient de vacances, un peu partout dans le pays, et ce, grâce à l'aide financière de l'Etat. Pour cette saison estivale, c'est loin d'être le cas. Et pour cause, faute de subventions du ministère de la Solidarité nationale, ils sont privés de leur droit à l'évasion.

Par Yacine Djadel

«**P**as de vacances cette année pour nous, personnes handicapées souffrant d'insuffisances motrices lourdes. Notre demande de subvention octroyée chaque été par le ministère de la Solidarité nationale pour partir en vacances comme tout le monde a été rejetée. Le motif est qu'il y a eu des restrictions financières de 10% à ce niveau. Pour justifier ce rejet, les responsables nous ont dit qu'ils ont déjà programmé des sorties de camping en plage pour les enfants handicapés scolarisés. Donc, ils ne sont pas en mesure de nous prendre en charge comme ils ont coutume de le faire», a révélé, hier, M^{me} Atika Elmamri, présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées. A la fois, contente pour les petits écoliers qui profiteront des joies de la mer, à l'instar de tous les enfants algériens de leur âge, elle n'a pas manqué d'exprimer également sa tristesse et frustration suite à la privation des vacances de cet été. «Au nom de toutes ces personnes handicapées, je suis très malheureuse face à cette situation. Déjà qu'il s'agit d'une catégorie marginalisée, complètement recluse, ces individus là ne sortent jamais durant l'année, alors les priver de ces peu de moments d'évasion est vraiment désolant. En plus de cela, l'intérêt des loisirs pour les handicapés est un moyen de socialisation avant tout, une occasion de sortir de la solitude et vaincre le regard des autres», a-t-elle déploré. Ajoutant qu'«à cause du manque d'argent, c'est nous qui payons nos vacances d'été aux frais de la crise économique du pays», a-t-elle déclaré. Ainsi, contrairement aux autres



PH.D.R.

catégories de la société dites «normales», en raison des restrictions budgétaires de l'Etat, liées à la crise économique du pays, les vacances pour les handicapés ce n'est pas pour cet été. Jointe hier par téléphone, la présidente de la Fédération nationale des personnes handicapées nous a fait savoir que même les facilités d'accès aux personnes handicapées aux plages durant la saison estivale sont plus des initiatives citoyennes de propriétaires qui sont à l'origine du peu de places aménagées. Des situations qui laissent perplexes. Une question reste à poser : où est la responsabilité de l'Etat dans tout cela. Outre le fait de ne pouvoir partir en vacances, en l'absence de l'aide de l'Etat comme cette

année, les personnes souffrant de handicap, même pour celles ayant les moyens de le faire, se heurtent à un autre problème de taille.

Accès facile aux plages : les handicapés, éternels oubliés

Il s'agit des difficultés majeures à accéder aux plages, discothèques, parking, escaliers...etc. Sur ce point, M^{me} Elmamri a souligné encore l'absence de l'Etat à faire des efforts en vue de régler cette entrave de taille. «Fort heureusement qu'il y a des propriétaires de restaurants, d'hôtels ou de centres de loisirs qui se préoccupent de l'aménagement des lieux de détente pendant l'été. A Tichy, où

nous avons l'habitude de partir en vacances, dans la wilaya de Béjaïa, non seulement les directeurs d'établissement nous ont aménagé l'accès aux lieux, mais l'un d'entre eux était prêt à réquisitionner une salle pour un spectacle de musique andalouse rien que pour nous. Sans compter qu'il y a à côté des polycliniques pour les soins en cas de besoin», a-t-elle témoigné. C'est dire que sans la solidarité de citoyens exemplaires, les handicapés demeurent oubliés des autorités. «Il faut que nous soyons déjà visibles pour qu'on puisse penser à nous, à nous aménager des places adaptées à nos besoins réduits en mobilité. Pour moi, c'est une forme de discrimination», a-t-elle ajouté.

Y. D.

Nos plages, véritables décharges à ciel ouvert

L'incivisme des estivants pointé du doigt

Comme chaque été nos plages sont dénaturées et deviennent de véritables dépotoirs, où les immondices s'amoncellent et les efforts déployés échouent souvent face à l'acharnement d'estivants décidés à ne pas respecter les normes de salubrité de l'environnement. Des sachets, des bouteilles en plastique, des canettes et des mégots envahissent nos plages. Des déchets de toutes sortes jonchent les 1 200 kilomètres de littoral. Des images qui font honte à une Algérie qui mise sur le tourisme pour préparer l'après-pétrole. Les citoyens jettent leurs ordures n'importe où, ce qui complique la tâche des éboueurs de la mer qui ont du mal à ramasser ces ordures. L'incivisme de certains estivants est pointé du doigt. Un constat amer qui ne risque pas de changer malgré les efforts soutenus des nettoyeurs bénévoles. Ces déchets mettront effectivement une éternité à se dégrader, demeurant ainsi une source de pollution inquiétante de

la mer mais surtout un mal qui ronge l'écosystème algérien. Le phénomène semble irréversible puisque, au bout de plusieurs années, une amélioration dans les habitudes des estivants devrait se faire sentir et non une régression. Malheureusement ce n'est pas le cas. Au manque de civisme et de la non prise de conscience des citoyens s'ajoutent la démission coupable des autorités qui s'avèrent incapables de mettre en place un service de nettoyage efficace. «La raison à tout cela réside dans le désengagement des pouvoirs publics et l'incivisme de certains citoyens indécents qui laissent derrière eux leurs déchets». C'est l'avis d'un baigneur qu'on a rencontré à la plage Kheloufi de Zéralda. Il nous dira : «La situation qui caractérise nos plages et nos villes aujourd'hui est l'œuvre incontestable des autorités qui n'accomplissent qu'un travail infime dans la préservation de l'environnement et la sensibilisation du citoyen au respect de la loi,

alors qu'elles sont censées faire régner la discipline et l'organisation». Ce citoyen, comme beaucoup d'autres, estime qu'au-delà de l'incivisme, les autorités sont complètement passives devant la catastrophe que vivent nos plages et nos villes. Une dame s'insurge, de son côté, en constatant que des familles abandonnent tous leurs déchets sur place, (reliefs de repas, sachets en plastiques et débris de verre) sans se soucier du bien et de la sécurité d'autrui, ni des conséquences que peuvent engendrer leurs actes. Certaines des personnes interrogées pointent, quant à elles, la responsabilité des services municipaux, qui «semblent avoir abandonné cette plage à elle-même». «Les responsables auraient dû y installer des poubelles, ce qui nous éviterait de ramasser chaque fois les débris jonchant le sol alors que nous sommes venus là pour nous distraire», proteste une dame.

Meriem Benchaoua

Habitat, transport, sécurité sociale et tourisme

Tebboune inspecte des chantiers à Alger

■ Première sortie sur le terrain depuis sa nomination à la tête du gouvernement, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a effectué hier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger. Cette visite a été axée sur des secteurs importants dans son plan d'action.

Par Louiza Ait Ramdane

3 200 LPP

Le secteur de l'habitat s'est taillé la part du lion avec notamment la remise des clés aux bénéficiaires de logements AADL à Sidi Abdellah (Ouest d'Alger), qui accueille les plus importants chantiers de l'habitat dans la capitale, Alger. Le Premier ministre annonce à cet effet que 16 000 logements de type location-vente «AADL» devraient être livrés à Sidi Abdellah d'ici à novembre prochain, ce qui portera le nombre total de logements distribués dans ce cadre dans cette ville nouvelle à 26 000 unités.

8 000 logements AADL seront distribués en août prochain dans cette ville, a précisé M. Tebboune, ordonnant aux parties en charge du projet de préparer 8 000 autres unités à distribuer en novembre prochain. Les 16 000 unités qui devraient être livrées d'ici à novembre prochain s'ajouteront au 10 000 unités d'ores est déjà inaugurées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. La ville nouvelle de Sidi Abdellah devrait être livrée intégralement fin 2018 et début 2019, souligne encore le Premier ministre qui a procédé à l'inauguration de la 2^e tranche du programme de logements de la ville nouvelle de Sidi Abdellah. Il s'agit de 3 280 logements, dont 2 080 unités de type location-vente et 1 200 logements publics promotionnels (LPP). Le Premier ministre a également procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation de 14 200 autres logements à Sidi Abdellah, dont 11 000 unités de type location-vente et

Pour rappel, le Premier ministre a promis de résoudre la crise du logement en 2018 avec le parachèvement de tous les programmes lancés (AADL, LPP et social). Etant Premier ministre, Tebboune, a renouvelé l'attachement de son Exécutif à poursuivre la construction des logements malgré la crise financière.

Dans le secteur des transports, Tebboune a inauguré le 1^{er} tronçon de l'axe Zéralda- Sidi Abdellah. Un projet qui permettra aussi de relier la nouvelle ville de Sidi Abdellah aux villes avoisinantes. Le premier tronçon, mis en service à l'occasion de la visite de travail et d'inspection de Tebboune dans la wilaya d'Alger, s'étend sur 1,5 km sur un total de 10 km.

L'autre secteur concerné par cette visite est celui de l'emploi et de la sécurité sociale. Le Premier ministre a procédé à l'inauguration de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS), au cours de laquelle il s'est félicité de la réalisation de cet édifice unique dans le monde arabe et en Afrique, du fait qu'il répond aux standards internationaux, exprimant le souhait que sa gestion soit à la hauteur de sa grandeur. Par la suite, Tebboune a présidé une cérémonie de sortie de la deuxième promotion de l'ESSS. D'une capacité pédagogique de 400 places, l'ESSS a pour mission d'assurer la formation de cadres hautement qualifiés et des personnels d'encadrement exerçant au niveau des organismes et institutions de la sécurité sociale. L'école assure également la formation continue des cadres des secteurs publics et privés ainsi que des membres des organisations profession-



PVD/R

nelles. L'école a également pour mission d'entreprendre des études et des recherches relatives aux questions de la sécurité sociale et de publier des ouvrages et périodiques liés aux spécialités enseignées.

Un autre secteur concerné par la visite du Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune a présidé la cérémonie de sortie de la 1^{re} promotion d'étudiants de l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration de Ain Benian.

A l'occasion, il a remis les diplômes aux étudiants de cette promotion baptisée du nom du défunt Abdelmadjid Allouahou, qui occupa plusieurs postes dont celui de ministre du

Tourisme. La promotion sortante est composée de 32 étudiants qui ont bénéficié d'une formation de trois ans en gestion hôtelière et restauration.

Toujours dans le secteur de l'habitat, le Premier ministre devait inspecter le chantier de la Grande mosquée d'Alger. Ce projet, initié par le président Bouteflika, est considéré comme la plus grande d'Afrique et la troisième du monde. Son minaret atteindra 265 mètres de hauteur. Sur les 44 étages prévus pour ce dernier, 33 ont déjà été construits. La Grande mosquée d'Alger pourra accueillir 120 000 fidèles.

L. A. R.

Des milliers de baguettes raflées chaque jour par les fast-foods

Tensions sur le pain à Alger et sa périphérie

Les quantités de pain «détournées» quotidiennement par les restaurateurs, notamment ceux de la restauration rapide, les départs en congé des employés, les coupures répétitives d'électricité, sont les principales causes de la fermeture de bon nombre de boulangeries ces dernières semaines, faisant que celles ouvertes connaissent une forte pression aux premières heures de la journée.

A la question sur certaines boulangeries d'Alger qui demeurent fermées depuis la fête de l'Aïd El Fitr, Hadj Tahar Boulanouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), affirmant que «6% des boulangeries sont actuellement fermées», il pointera du doigt la forte demande exprimée en cette période de vacances par les restaurateurs notamment ceux de la restauration rapide qui, à eux seuls, «consomment entre 4 000 et

5 000 baguettes quotidiennement». «Ne pouvant pas refuser la demande, une grande partie de baguettes de pain fabriquées est vendue aux gargotiers et autres commerces de restauration rapide particulièrement ceux situés sur le littoral, qui eux aussi connaissent une très forte demande en période estivale», dira-t-il. Faisant que les quantités de pain restantes sont déjà épuisées aux premières heures de la journée à des files de citoyens en attente devant les rares boulangeries ouvertes créant ainsi l'ambiance des temps des pénuries de pain que les Algérois appréhendent tant. Par ailleurs à ce problème d'énergie et celui de pain «détourné», Hadj Tahar Boulanouar fera part aussi des départs en congé des employés particulièrement «des pétrisseurs qui s'en vont à tour de rôle pour une dizaine ou une quinzaine de jours». Ce qui explique aussi la réduction des quantités

de pains produites. Dans ce sens, soulignant que «plus de 60% des employés en boulangerie résident en dehors de la wilaya où ils exercent», il ajoutera qu'en prévision des permanences que se doivent d'assurer les boulangers durant les jours de fête de l'Aïd El Adha attendus début septembre et coïncidant également avec la rentrée sociale, les boulangers font bénéficier leurs employés de leur congé annuel. De plus, la perturbation de distribution du réseau électrique due à une consommation d'électricité qui a atteint un pic historique, en raison de la canicule qui sévit ces derniers jours, a grandement affecté la production quotidienne de pain. En effet, selon Hadj Tahar Boulanouar, «parce qu'ils ne sont pas prévenus à l'avance, les boulangers ne parviennent plus à réaliser les quantités quotidiennes de pain à cause des coupures à répétition de l'électri-

cité». En raison de ce «phénomène», poursuivra-t-il, «nombreux sont les boulangers qui ont fait le choix de fermer soit par peur d'endommager leur matériel ou alors ils ne voient pas l'utilité de garder leurs employés sachant qu'il n'y a pas de courant électrique pour faire fonctionner leurs équipements convenablement». Aussi, il pointera du doigt «la Sonelgaz» qui dira-t-il «il est de son devoir d'avertir les commerçants et autres artisans dont l'usage de l'énergie électrique est d'une importance primordiale pour leurs activités, à l'instar justement des boulangers et des bouchers qui ont l'obligation de respecter la chaîne de froid pour la conservation de leurs produits». «C'est là une situation fortement préjudiciable», déplore-t-il. Enfin, l'entretien et la maintenance de leurs locaux et équipements sont également une des raisons de la fermeture des boulangeries actuellement.

LA QUESTION DU JOUR

Une année après, le mystère reste entier

Suite de la page une

Le régime Erdogan se sentira toujours menacé, en butte à quelque mauvais coup souterrain, tant qu'il n'a pas mis la main sur lui. Or les Etats-Unis ne se montrent guère disposés à le livrer. Et pour la meilleure raison au monde : ils ne croient pas à sa culpabilité. Sur la scène internationale, ils ne sont pas les seuls à être dans ce sentiment. Les Allemands et les Hollandais, à l'évidence, ne l'auraient pas eux non plus extradé si ç'avait été chez eux qu'il se trouvait. Or on peut sans grand risque d'erreur généraliser à la plupart des autres Etats européens cette attitude toute de défiance envers les affirmations des autorités turques. Sans doute ces Etats se gardent-ils de mettre en doute explicitement celles-ci, ce qui reviendrait à s'inscrire en faux contre la thèse elle-même du coup d'Etat. En revanche, certains d'entre eux n'ont cessé de dénoncer les arrestations opérées par vagues au mépris des droits élémentaires. Des ministres turcs n'ont pu voyager dans certains de ces pays. Il n'est pas exclu qu'Erdogan en personne subisse un jour pareil affront. Les Européens comme les Américains n'ont pas l'air de croire beaucoup qu'un coup d'Etat a avorté le 15 juillet de l'année dernière contre Erdogan. Ils ne disent pas qu'un coup d'Etat y a été monté de toutes pièces juste pour que ce dernier ait les moyens de réduire les résistances au changement de régime qu'il voulait effectuer, mais ils font comme si c'est bien ce qu'ils pensent, et cela depuis à peu près le début. La grande marche de l'opposition kémaliste ayant pris fin la veille de ce 15 juillet comporte le même message à la fois clair et ambigu. Mais on comprend que des opposants prennent des précautions. Il s'en est fallu d'ailleurs de peu que leur longue marche soit dispersée. Une année de réflexion et d'observation n'a donc pas suffi pour personne pour se faire une idée exacte de ce qui s'est réellement produit le 15 juillet de l'année dernière, et qui d'une certaine façon continue de se développer : une tentative indéfinissable de coup d'Etat ou une mise en scène de coup d'Etat.

M. H.

«Pendant dix ou quinze jours, des boulangers, pour des exigences de contrôles sanitaires et de qualité ferment boutique pour effectuer les travaux d'entretien et de maintenance tant sur leurs locaux que sur leurs équipements afin d'éviter toute contravention lors des visites de contrôle d'hygiène», conclura Hadj Tahar Boulanouar, président de l'Anca.

Lynda Naili

Barrage de Beni Haroun

Campagne pédagogique pour «faire barrage» aux noyades

■ Quand le thermomètre voltige allégrement en cette période estivale, l'envie de se baigner devient pressante et tous les moyens sont bons pour braver l'interdit en «piquant une tête» même dans des plages non surveillées, les gueltas, les retenues d'eau et les barrages.

Par Faten D.

Cette situation contraint les responsables concernés, notamment l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), à lancer des actions itératives pour mettre un terme au drame des noyades qui endeuillent, chaque année, de nombreuses familles.

Tout récemment, trois jeunes ont perdu la vie dans les eaux du barrage de Beni Haroun (wilaya de Mila) et ce, en dépit d'une vaste campagne «pédagogique» de sensibilisation et de prévention, lancée par l'ANBT à partir du mois de juin, d'autant que cette agence déplore pas moins de 115 cas de noyade durant les cinq dernières années.

L'été 2017 est ainsi placé sous le signe de la prévention et de la sensibilisation contre les dangers de la baignade dans les eaux des barrages, en particulier celui de Beni Haroun (Mila), a affirmé à l'APS Azzedine Lemanaâ, directeur d'exploitation de cet ouvrage.

Etant le plus important barrage en Algérie avec 120 m de hauteur et une capacité théo-

rique de 960 millions de m³, cet imposant ouvrage est aussi l'un des plus «meurtriers», à cause des nombreux jeunes qui s'aventurent à s'y baigner, sans mesurer les risques de noyade.

Selon ce même responsable, la campagne de sensibilisation qui bat son plein depuis le mois de juin dernier, se poursuivra jusqu'à la fin de l'été et vise particulièrement les jeunes par le biais de spots publicitaires, de distribution de dépliants, d'affichage dans les maisons de jeunes, dans les cybercafés et les mosquées.

M. Lemanaâ a fait savoir, dans ce contexte, qu'une sortie un jour sur deux était organisée dans les villages avoisinants à la retenue du barrage pour sensibiliser les jeunes sur les dangers des baignades dans les eaux du barrage, parce que, insiste-t-il, «on ne peut pas les laisser livrés à eux-mêmes».

Il s'agit, a-t-il attesté, de prendre en charge les jeunes désœuvrés des 32 communes de la wilaya de Mila, en invitant, chaque week-end, ceux de 2 ou 3 communes, pour passer «une journée récréative» au niveau du barrage de Beni Haroun, en guise d'«alternative» à l'interdiction de se baigner dans les eaux du barrage.

Les jeunes des communes de Constantine, limitrophes du barrage de Beni Haroun, notamment celles de Messaoud Boudjriou et Beni Hamidène, sont également concernés par ce programme spécial visant à empêcher, assure M. Lemanaâ, les jeunes de se baigner dans le barrage en mettant leur vie en péril.

Des sorties encadrées pour une meilleure prévention

Au menu de ces sorties, des randonnées pédestres, grâce auxquelles les jeunes invités



Ph.D. R.

découvrent la faune et la flore, des barbecues, des jeux de chasse au trésor, des moments de convivialité accompagnés au rythme de la derbouka, détaille le directeur du barrage de Beni Haroun.

Outre ces sorties «encadrées» par les organisateurs, des jeunes viennent aussi au barrage de Beni Haroun dans le cadre de voyages organisés, révèle cette même source, par le biais d'associations de Mila et de Constantine.

Parallèlement aux sorties éducatives et de loisirs organisées au profit des jeunes des communes de Mila et Constantine, un programme régulier destiné aux familles est également mis au point par les responsables du barrage de Beni Haroun en collaboration avec des associations qui concoctent des sorties pour les jeunes accompagnés de leurs familles.

Retraîtée de l'enseignement depuis quelques années, Meriem, la soixantaine, a affirmé à l'APS qu'une ballade au barrage de Beni Haroun fait partie des moments d'évasion rafraîchissants qu'elle aime s'octroyer avec son conjoint et ses trois enfants, à chaque fois qu'une occasion se présente.

Résidant dans la wilaya de Constantine, au chef-lieu précisément, Meriem considère le barrage de Beni Haroun comme une «bouffée d'oxygène» pour la population locale qui y voit un endroit «privilegié», où il est possible de passer un bon moment de communion avec la nature et un panorama à couper le souffle.

«Comme toute ville de l'intérieur, Constantine n'offre pas beaucoup de possibilités à ses habitants durant l'été, à défaut de plage et de sable doré, nous nous rendons de temps à autre au barrage de Beni Haroun, en

famille, pour décompresser et changer d'air, mais il n'est pas question de laisser mes enfants s'y baigner, par contre, c'est trop dangereux», estime-t-elle.

Une brigade composée d'agents de sécurité du barrage de Beni Haroun sillonne d'ailleurs quotidiennement le plan d'eau et les rives du barrage à l'aide d'embarcations afin de dissuader les jeunes de se baigner dans le barrage, jusqu'à la fin de l'été, a indiqué M. Lemanaâ.

En plus de débusquer les «indus baigneurs», cette brigade a aussi comme autres missions de lutter contre l'irrigation et les labours illicites, a souligné ce même responsable, faisant savoir que les membres de cette brigade interviennent pour mettre un terme aux faits reprochés et déposent plainte, le cas échéant, au niveau des unités de la gendarmerie des communes concernées. F. D./APS

Association graine de paix Bénévolat au service des enfants

L'ASSOCIATION graine de paix, avec le soutien du CISP et le SCAC, accueillera du 15 au 23 juillet 2017 à Oran pour la première édition de l'échange «Bénévolat au service des enfants». Ce bénévolat réunira 30 animateurs, venant de multiples villes d'Algérie et de France, afin de créer un espace d'échange interculturel dans lequel les participants vont concevoir diverses animations pour mettre en place un plan d'action au profit des enfants oranais et d'autres wilayas à travers l'Algérie. Les langues parlées durant cet échange seront l'arabe dialectal, le français et le kabyle.

Objectifs : sensibiliser les participants et leurs associations à l'interculturalité pour briser les préjugés et les idées reçues. Il s'agit également d'améliorer les compétences en technique d'animation, méthodes interculturelles et outils pédagogiques des participants. L'autre point est de faire découvrir la ville à travers des méthodes interculturelles. Enfin, l'autre objectif est de mettre en place des animations apportant une culture de la non-violence à tous les enfants. Communiqué

Foncier industriel

Annulation en série d'attributions

Cinquante-sept annulations d'attribution de foncier industriel pour le montage de projets d'investissement ont été opérées depuis le dernier trimestre de 2016 dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM). Des mises en demeure ont, pour la seconde fois, été adressées à 174 promoteurs, dont 107 bénéficiaires de foncier industriel n'ayant pas retiré leur permis de construire et 67 autres n'ayant pas entamé les travaux de réalisation de leurs projets, a-t-on ajouté. L'opération d'assainissement du foncier industriel au niveau de la wilaya de Ouargla a donné lieu à la récupération de nombreuses assiettes foncières ayant per-

mis jusqu'ici d'agréer 99 nouveaux dossiers d'investissement sur un total de 183 dossiers examinés.

Selon la DIM, 377 promoteurs industriels établis dans les zones d'activités des communes d'Ain El-Beida et Nezla se sont vu accorder des titres de lotissement leur permettant de concrétiser leurs projets d'investissement. Dans le but d'aider les promoteurs, la wilaya de Ouargla a procédé cette année à l'ouverture d'un guichet unique au niveau de la direction des Domaines, pour permettre aux investisseurs d'accélérer les opérations d'établissement des documents et actes administratifs, a-t-on ajouté de même source. La DIM de Ouargla a fait état,

dans le cadre de l'encouragement des jeunes promoteurs ayant bénéficié des dispositifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), de la délimitation de terrains pour l'aménagement de nouvelles petites zones d'activités destinées à accueillir ces jeunes promoteurs.

Susceptibles de donner une nouvelle dynamique à l'investissement dans la région, ces zones d'activités seront aménagées et raccordées aux réseaux et voies divers (VRD), selon la même source.

Ghani Y.

Finances

Raouya et le vice-président de la BEI examinent les possibilités de coopération



■ Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu jeudi le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) chargé de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Roman Escolano, avec qui il s'est entretenu sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et cette institution financière européenne, a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Par Salem K.

Lors de cette rencontre, il a été procédé à un échange de points de vue sur les perspectives économiques de l'Algérie et les possibilités de coopération entre les deux parties. A ce propos, M. Raouya a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie «à travailler de concert avec ses différents partenaires pour l'amélioration du

climat des investissements et le renforcement du développement économique du pays», note le communiqué. Il a également fait part des éléments du plan d'action du gouvernement en matière de réformes et de modernisation économique. Pour sa part, M. Escolano a réaffirmé la disponibilité de son institution «à apporter l'appui nécessaire pour l'accompagnement à la diversification de l'économie algérienne»

en mettant à sa disposition les instruments nécessaires et en apportant sa grande expérience en la matière. Pour rappel, la BEI, dont les actionnaires sont les pays membres de l'UE, est une institution de financement à long terme de l'UE. Dans la région méditerranéenne, elle offre des instruments financiers et de conseil, en coopération notamment avec la Commission européenne avec des financements conjoints. Elle a déjà contribué dans le financement de projets en Algérie dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du transport routier et de l'industrie.

S. K./APS

Selon le Medef

Les jeunes entrepreneurs algériens font preuve de vrais atouts

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) a considéré que les jeunes entrepreneurs algériens font preuve de vrais atouts, relevant ses «très bons liens» avec eux. «Les jeunes entrepreneurs algériens font preuve des vrais atouts et j'ai de très bons liens avec certains chefs d'entreprises d'Algérie», a déclaré le président de cette organisation patronale, Pierre Gattaz, dans une interview publiée par le site de l'agence Ecofin qui couvre au quotidien l'actualité africaine, soulignant que le Medef travaille «main dans la main» avec les entreprises algériennes. «Nous travaillons main dans la

main avec nos partenaires locaux, avec les entreprises algériennes et en bonne intelligence avec les gouvernements français et algérien depuis la création de Medef International il y a 30 ans», a-t-il encore dit. Le patron des patrons français a estimé que tout renforcement de la relation économique bilatérale est une «excellente nouvelle» pour les entreprises des deux pays, soutenant que la volonté de son organisation, que ce soit en matière de business ou d'actions pour la jeunesse, est de «délivrer du concret avec nos homologues algériens». Par ailleurs, il a souligné que le Medef porte un

intérêt «croissant» au secteur privé africain avec lequel il souhaite établir un nouveau rapport de partenariat. Il a considéré, dans ce contexte, que l'ouverture prochaine de la Transsaharienne qui reliera Alger à Lagos en traversant le Sahel est un axe «important qui contribuera au désenclavement de la sous-région». «Les entreprises françaises regarderont avec attention ces projets qui permettront de relier les grandes capitales du Sahel», a-t-il dit, évoquant la nécessité de réfléchir à une coopération économique et financière et à de nouveaux modes de développement de filières. Safia T./Agences

Prix

Le pétrole termine en hausse à New York

Les cours du pétrole ont fini en hausse pour la cinquième séance consécutive à New York, portés par des signes de rééquilibrage du marché, comme le net repli des stocks de brut aux Etats-Unis. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 46 cents à 46,54 dollars sur le contrat pour livraison en août au New York Mercantile Exchange (Nymex). Il a pris plus de 5% sur la semaine. «La rennaisance qui a dominé le marché ces dernières semaines commence à changer», a estimé Phil

Flynn de Prices Futures Group. «D'une attitude très négative en raison notamment de la hausse de la production aux Etats-Unis, le marché commence à reconnaître les signes d'un rééquilibrage», a-t-il expliqué. «Il devient par exemple de plus en plus difficile d'ignorer la chute des réserves de brut aux Etats-Unis», a avancé le spécialiste : elles ont reculé de près de 14 millions de barils en deux semaines. «Et l'argument selon lequel les producteurs de pétrole de schiste vont compenser la baisse de ces stocks ne tient pas si on estime que l'ex-

ploitation de ce pétrole n'est pas rentable avec un baril sous 50 dollars», a relevé Phil Flynn. Le nombre de puits de forage en activité a de nouveau augmenté avec deux puits supplémentaires, pour atteindre un total de 765, selon les chiffres hebdomadaires de l'entreprise privée Baker Hughes diffusés vendredi. Mais cette hausse est «modérée», a commenté Mike Lynch de SEER en soulignant que le nombre de puits avait baissé dans certaines zones-clés pour le pétrole de schiste. Par ailleurs, «on a recensé des problèmes de

production à court terme dans certains pays comme le Nigeria et le Canada», a-t-il indiqué. Parallèlement, le rapport de l'Agence internationale de l'Energie diffusé jeudi «a mis en avant le fait que la demande allait s'améliorer», a souligné Phil Flynn. Après un rebond de la consommation au deuxième trimestre, l'agence prévoit que la demande mondiale sur l'ensemble de l'année augmentera de 1,4 million de barils par jour (mbj) pour atteindre 98 mbj.

M. O.

Brexit

Nouveau cycle de négociations demain à Bruxelles

Le gouvernement britannique a annoncé qu'un nouveau cycle de négociations au sujet du Brexit aura lieu demain à Bruxelles. Le ministre britannique du Brexit, David Davis, sera reçu par le négociateur en chef de l'Union européenne (UE) Michel Barnier, une rencontre qui sera suivie par une réunion des coordinateurs et des groupes de travail. D'autres réunions auront lieu jusqu'à jeudi, jour où se tiendront une session plénière et une conférence de presse. La question du coût financier du Brexit, ainsi que le droit des citoyens expatriés et la frontière irlandaise doivent être réglés avant de pouvoir discuter de la «future relation», a rappelé récemment Michel Barnier. Le négociateur en chef de l'UE a aussi répété que les négociations sur

le Brexit devaient être bouclées d'ici à octobre 2018 pour permettre une ratification d'un accord final par toutes les parties concernées d'ici à mars 2019. Le gouvernement britannique a publié jeudi son projet de loi destiné à mettre fin à la suprématie du droit européen, mais le texte, qui doit être soumis au vote à l'automne, ne devrait pas être voté en l'état par l'opposition travailliste. Les chefs de gouvernement en Ecosse et au Pays de Galles ont également menacé de le bloquer. Baptisé «Projet de loi sur la sortie de l'Union européenne», ce texte de plus de 60 pages vise à abroger, au «jour de la sortie» de l'UE, l'European Communities Act de 1972 qui avait incorporé les traités communautaires dans le droit national britannique. Il doit

également permettre de transposer telles quelles ou amendées une grande partie des lois européennes dans le droit britannique, une tâche titanesque étant donné les milliers de dispositions différentes existantes. Concrètement, il est destiné à permettre au Royaume-Uni de continuer à fonctionner normalement lorsqu'il aura effectivement coupé le cordon avec l'UE, à l'issue du processus de négociation avec Bruxelles. Les Britanniques ont voté majoritairement la sortie de l'UE lors d'un référendum le 23 juin 2016. La Première ministre britannique, Theresa May, a officiellement notifié à l'UE en mars l'intention de son pays de quitter l'Union, ouvrant ainsi une période de négociation de deux ans avant la concrétisation du Brexit. Agences

Changes

L'euro grimpe face au dollar, la livre monte

L'EURO grimpeait face au dollar après des statistiques sur l'inflation et sur les ventes au détail américaines pour juin qui ont déçu, tandis que la livre britannique grimpeait. L'euro valait 1,1454 dollar contre 1,1398 dollar jeudi soir. La monnaie européenne baissait face à la devise japonaise à 128,99 yens pour un euro contre 129,11 yens jeudi soir. Le billet vert reculait nettement face à la devise japonaise à 112,62 yens pour un dollar contre 113,28 yens jeudi soir. Les cambistes se délestaient du billet vert après la publication de statistiques très mitigées aux Etats-Unis. Les ventes au détail y ont reculé en juin pour le deuxième mois consécutif, de 0,2%, en données corrigées des variations saisonnières alors que les analystes s'attendaient à un léger progrès de 0,1%.

Toujours en juin, les prix à la consommation sont restés stables sur un mois. Ils n'ont progressé que de 1,6% sur un an en données corrigées des variations saisonnières, leur plus bas niveau en neuf mois et bien en-dessous de la cible des 2% de la Réserve fédérale (Fed). Une consommation mitigée et une hausse des prix molle pourraient contribuer à pousser la Fed à prendre son temps avant de reprendre la hausse de son principal taux directeur, actuellement situé entre 1% et 1,25%. Une telle caractéristique pèse sur les perspectives de rémunérations des porteurs de dollars et tend donc à accentuer les ventes de billets verts dans l'immédiat. R. E.

Session APW de Béjaïa

Le budget supplémentaire de plus de huit milliards adopté

■ L'APW de Béjaïa a adopté et réparti le budget supplémentaire de l'exercice, estimé à 8 milliards 447 millions de dinars. Cette enveloppe est répartie entre les sections fonctionnement et équipement à raison, respectivement, de 4 milliards 511 millions de dinars et 3 milliards 936 millions de dinars.

Par Hocine Cherfa

Les différents crédits ont été reconduits et il a été décidé l'inscription de nouveaux projets et l'augmentation de certains crédits. L'administration locale a fait part de l'assainissement de la situation afin d'alléger la nomenclature budgétaire et financer les nouveaux programmes. Un montant global de l'ordre de 458 millions de dinars a été dégagé suite à l'annulation de 46 opérations. Une somme de 16 millions de dinars a été permutée d'un chapitre vers un autre, afin d'engager des travaux de restauration et d'étanchéité au théâtre régional de Béjaïa. Le directeur du tourisme a présenté un résumé du plan d'action relatif à la



préparation de la saison estivale, soulignant les efforts consentis afin d'améliorer la situation du

tourisme dans la wilaya qui reste très médiocre par rapport aux standards internationaux de

l'avis des élus et des spécialistes. Il rappellera les préparatifs engagés par tous les services concernés et l'installation des différentes commissions et du conseil de coordination des plages pour garantir un bon déroulement de la saison estivale. Il a égrené les infrastructures touristiques et autres sites de la région et parlé d'un train qui transportera les voyageurs et estivants entre Béjaïa et Sétif prochainement. Le wali a parlé de la rentabilité de la saison estivale pour laquelle les communes dépensent des sommes colossales pour sa préparation sans aucune contrepartie. Il citera le cas du site de Gouraya qui est parmi les plus beaux d'Algérie mais qui n'est d'aucune rentabilité à la commune du chef-lieu. Il

dira que «la saison estivale ce n'est pas seulement le littoral, car Béjaïa dispose d'autres qu'il faut exploiter», soulignant la nécessité d'avoir une vision large du tourisme. Il a rappelé l'action de démolition, la veille, d'une cinquantaine de kiosques à Tichy et cette opération sera étendue aux 33 plages de la wilaya, dont l'accès reste gratuit et les droits de stationnement dans les parkings est fixé à 30 dinars à travers l'ensemble du territoire de la wilaya. Il a rappelé le principe de la gratuité de l'accès aux plages et l'hygiène qui doit régner sur toutes les plages de la wilaya.

H. C.

Sidi Bel-Abbès Plus de 176 000 quintaux de différentes catégories de céréales récoltés

PLUS de 176 000 quintaux de différentes catégories de céréales ont été récoltés à Sidi Bel-Abbès au niveau de la Coopérative de céréales et légumes secs de Mostefa-Benbrahim, a-t-on appris du directeur de cette coopérative, Maarouf Bouziane. «La quantité récoltée au niveau de cette coopérative est en augmentation par rapport à l'année dernière durant laquelle 49 000 quintaux de différentes catégories de céréales ont été récoltés», a indiqué le responsable. «Cette récolte comprend 106 000 qx de blé dur, 16 000 qx de blé tendre, 54 000 qx d'orge, ainsi que 70 qx de semence de lentilles», a-t-il précisé, notant que «70% des récoltes constituent des semences pour la prochaine saison agricole». Et d'ajouter : «Grâce aux campagnes de sensibilisation lancées par les coopératives agricoles, en plus d'une récolte de qualité livrée par les agriculteurs, la coopérative de céréales et de légumes secs de Mostefa-Benbrahim occupe la seconde place dans la région ouest après la wilaya de Tlemcen». M.

Bouziane a ainsi affirmé que la coopérative n'avait pas cessé, depuis le 20 mai dernier, de recevoir les récoltes agricoles dans ses magasins répartis à travers 11 communes du sud de la wilaya, capables de contenir 400 000 qx de différentes catégories de céréales, appelant les agriculteurs qui n'ont pas encore livré leurs récoltes à se rapprocher de la coopérative afin de stocker ces récoltes et de bénéficier des différents avantages qui leur sont accordés.

R. R.

Illizi

Diverses activités récréatives pour meubler la saison estivale

Un programme récréatif «spécial été» a été concocté dans la wilaya d'Illizi dans le but d'animer la saison estivale à travers les différents établissements sportifs et juvéniles de la wilaya, a-t-on appris mercredi de la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Peaufinées en coordination avec les partenaires du secteur, ces activités, lancées au titre du plan 2017 d'animation sportive et de la célébration des fêtes nationales et religieuses, portent sur des tournois de football inter-quartiers ouverts aux vétérans, seniors et minimes, au niveau des salles de sports et stades proximité, ainsi que l'animation de

tournois de pétanque à travers les aires de jeux et places publiques, a indiqué le DJS d'Illizi, Brahim Cherif. Le programme prévoit aussi des séances de natation au niveau des piscines semi-olympiques d'Illizi, In-Amenas et Djanet, constituant pour de nombreux jeunes, n'ayant pu bénéficier de séjours en bord de mer, un moyen récréatif à même de meubler le temps en cette période de grandes chaleurs, a-t-il ajouté. Placé sous le signe de «Le secteur de la DJS au service de l'éducation physique et de l'ancrage de la citoyenneté et de l'esprit fair-play en milieu ouvert», le programme qui implique l'en-

semble des établissements juvéniles, maisons de jeunes, auberges et complexes de proximité, vise à meubler le temps des jeunes et exploiter les différentes structures par l'animation d'activités récréatives et de loisirs diverses, à la satisfaction des différentes catégories sociales. La wilaya d'Illizi s'est vu accorder, au titre du programme des camps d'été, 1 200 places pour des séjours dans les villes côtières des wilayas de Tipasa et Alger, répartis sur quatre contingents d'estivants issus des six communes que compte la wilaya d'Illizi, selon le DJS, Brahim Cherif.

Hatem D./Agences

Ouargla

Plus de 36 100 QX de pomme de terre saisonnière récoltés

Une quantité de 36 110 quintaux (qx) de pomme de terre saisonnière a été réalisée jusqu'ici dans la wilaya de Ouargla, au titre de la campagne de récolte lancée au début du mois de mai dernier, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Cette récolte, qui a donné lieu à des rendements moyens de 230 qx/l'hectare, a concerné une

superficie de 157 ha sur une surface globale de 188,29 ha consacrée à la culture de la pomme de terre saisonnière, au titre de la saison agricole 2016/2017, a-t-on précisé. Concernant la pomme de terre d'arrière-saison, la wilaya de Ouargla a enregistré cette année une récolte de 457 995 qx, a-t-on également fait savoir à la DSA. Cette production a été réalisée sur une superficie

globale de 1 380 ha dédiée à ce genre cultural et concentrée notamment au niveau des daïras de Taïbet (1 000 ha) et le reste réparti entre les daïras de Sidi-Khouiled, Ouargla, El-Hedjira et N'Goussa. La culture de la pomme de terre saisonnière, qui a connu une extension, comparativement aux 113 ha de l'an dernier, occupe près de 600 fellahs utilisant différentes

techniques d'irrigation pour le développement de cette culture, dont l'irrigation sous-pivot et le système de goutte-à-goutte. Selon la DSA, la surface consacrée à la culture de la pomme de terre d'arrière-saison a, par contre, connu cette année une réduction, comparativement aux 1 820 ha qui lui avaient été réservés l'année dernière.

F. A./APS

Béchar

4 300 puits et 650 forages dédiés à l'irrigation agricole

Quelque 4 350 puits et 650 forages sont dédiés à l'irrigation agricole d'une surface de 17 300 hectares, sur un global de 35 100 ha de terres arables recensées à travers les 21 communes de la wilaya de Béchar, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des ressources en eau. De plus, l'office du périmètre irrigué d'Abadla consacre annuellement une quantité de plus de 13 millions de mètres cubes d'eau du barrage de «Djorf Ettorba» à l'irrigation de 3 800 ha de la plaine agricole d'Abadla

(88 km au sud de Béchar) qui s'étend une superficie de 5 400 ha en voie de réhabilitation de ses différents réseaux d'irrigation. Ses réseaux très vétustes causent des pertes d'eau estimées annuellement à 40% du volume total consacré à l'irrigation de ce périmètre agricole, a-t-on précisé. Les travaux de réhabilitation du réseau d'irrigation (plus de 200 km) de cette plaine agricole, qui accusent actuellement un taux d'avancement de 65% et devant être finalisés à la fin de l'année en cours, mettront un terme aux

dépensements d'eau et permettront leur utilisation à des fins d'irrigation du même périmètre, souligne la même source. La pose d'un important réseau d'irrigation de goutte à goutte à travers les terres agricoles, au titre des opérations d'économie d'eau, a permis une sensible amélioration de la mobilisation des ressources hydriques et surtout une meilleure irrigation de 800 ha d'arboriculture et 700 autres hectares de cultures maraichères, a-t-on signalé.

APS



Sahara occidental/ Prisonniers sahraouis de Gdeim Izik

La gauche espagnole dénonce l'illégalité du procès

■ La gauche unie espagnole a dénoncé «le manque de garanties et l'illégalité» du procès des prisonniers politiques sahraouis du groupe «Gdeim Izik» qui vient d'être reporté au 18 juillet prochain à Rabat, exigeant la libération immédiate de tous les prisonniers sahraouis détenus dans les prisons marocaines.

Par Halim O.

La gauche unie espagnole a dans un communiqué, suite au nouveau report du procès des prisonniers politiques sahraouis détenus illégalement et injustement depuis des années du 11 au 18 juillet courant, dénoncé «l'illégalité de ce procès et le manque de garanties procédurales démontrées depuis le début». La gauche unie a souligné dans son texte que «le régime marocain a de nouveau démontré que son système judiciaire n'est pas indépendant et continue d'utiliser la répression pour faire taire le peuple sahraoui, et pour cela», a-t-on poursuivi, «nous exigeons la libération immédiate des prisonniers de Gdeim Izik et tous les prisonniers politiques sahraouis». Rappelant dans son texte les diverses irrégularités qui entachent ce procès et recueillis par les observateurs



internationaux et les militants des droits de l'Homme «tels que le manque de preuves, des autopsies ou des rapports d'experts et l'existence d'une pression sur les accusés», la gauche unie espagnole a réaffirmé dans son que «la justice marocaine n'est pas indépendante et sert les intérêts politiques du pouvoir marocain, en cautionnant un régime qui

occupe illégalement le Sahara occidental depuis 1975 et réprime les étudiants sahraouis à Marrakech et les manifestants du Rif marocain». Par ailleurs, la gauche unie, conclut-on, exige que «le gouvernement espagnol envoie un représentant de son ambassade au Maroc pour assister au prochain procès du groupe de Gdeim Izik prévu le 18 juillet à

la cour de Salé». D'autre part, l'association de Cantabrie, amie avec le peuple sahraoui, a rappelé que «l'oppression de l'appareil répressif marocain continue et notamment pour les militants des droits de l'Homme qui réclament pacifiquement les droits du peuple sahraoui». A cet effet, cette association a dénoncé «les condamnations récentes des étu-

dants sahraouis de Marrakech ainsi que le simulacre procès des militants de Gdeim Izik qui continue à durer dans le temps après les nombreux reports et les conditions inhumaines dans lesquelles vivent ces prisonniers politiques». Profitant de l'arrivée des enfants sahraouis dans la région, dans le cadre du programme Vacances pour la paix, cette association a lancé un appel à la population cantabrique pour organiser un rassemblement pour réclamer «un Sahara libre qui peut protéger ses enfants et dénoncer l'isolement et la négligence subis par le peuple sahraoui depuis plus de 41 ans», tout en rappelant la responsabilité de la communauté internationale et notamment espagnole dans le règlement du conflit par la mise en œuvre d'un référendum d'autodétermination pour les Sahraouis afin de pouvoir décider librement de leur avenir.

H. O./APS

Maroc

Rassemblement à Bruxelles en solidarité avec le Rif

Des centaines de personnes se sont de nouveau rassemblées mercredi à Bruxelles pour exprimer leur solidarité avec le Rif marocain, «victime d'une politique de répression» orchestrée par les autorités du pays pour étouffer la contestation populaire et dissuader les tentatives de protestation. Des groupes de Marocains de Belgique se sont rassemblés sur la place Jean-Ray, pas loin du siège des institutions européennes, pour exiger la libération de toutes les personnes, notamment des leaders emprisonnés de la contestation populaire qui secoue depuis plus de sept mois cette région du Rif au Maroc. Les Rifains de Belgique ont battu le pavé aux cris de «Liberté, dignité pour le peuple rifain», «Assez de misère, assez de répression» et «Makhzen assassin», à l'appel de la Coordination européenne de soutien au mouvement rifain. Beaucoup brandissaient notamment des portraits photocopiés du leader de la fronde, Nasser Zefzafi, et de l'autre figure emblématique du mouvement Hirak, Sulya Ziani, ou encore une banderole barré d'un «Arrêtez-nous, nous sommes tous des Zefzafi». Le rassemblement semblait bien organisé avec des volontaires en gilets canalisant la foule. Micros en main, trois jeunes de la Coordination européenne de soutien au mouvement rifain ont harangué la foule pour exiger la «libération des prisonniers» et

dénoncer un «Makhzen assassin», «responsable de la mort de Mohsen Fikri», un jeune pêcheur mort happé par une benne à ordures alors qu'il tentait d'empêcher la destruction de sa marchandise saisie par la police. «Résistez jusqu'à la victoire ou la mort», a lancé l'un d'entre eux, appelant tous les Rifains, qu'ils soient au Maroc où ailleurs dans le monde à poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction totale des revendications du mouvement Hirak dont la première est la libération immédiate de tous les prisonniers politiques arrêtés ces dernières semaines. Les participants à ce rassemblement ont

dénoncé la militarisation de la région du Rif et les actes de violence et d'intimidation que subissent les militants du mouvement de contestation Hirak dans le Rif, mais également tous les citoyens pro-Hirak qui sont victimes d'injures et de menaces portant atteinte à la dignité humaine. «Halte à la militarisation», «Halte aux arrestations politiques», «El-Hoceima assiégée» ont également scandé les protestataires qui, comme leurs compatriotes à El-Hoceima, ont juré fidélité au Rif et réitéré leur détermination à «faire tomber le régime militaire». Des slogans récurrents depuis le début du mouvement

de contestation qui secoue le nord du Maroc vers la fin de l'année dernière, à la suite du décès de Mohsen Fikri, ce vendeur de poisson mort broyé dans une benne à ordures. Depuis le décès de ce jeune marchand de poisson, la mobilisation n'a jamais cessé à Al-Hoceima et dans plusieurs localités alentour. Le mouvement s'est même durci pour exiger que justice soit faite pour la mort du jeune pêcheur, mais également pour porter des revendications économiques et sociales en faveur de cette zone enclavée. Animé par des jeunes de la région, le mouvement de contestation populaire Hirak, est longtemps

resté pacifique. Mais l'arrestation fin mai de Nasser Zefzafi, le leader du Hirak, a marqué un durcissement de la crise. Plus d'une centaine de personnes, notamment celles proches du noyau dur du mouvement, ont été arrêtées. Accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat, de nombreux militants du Hirak risquent de lourdes peines. Le rassemblement s'est déroulé sans incidents et s'est dispersé près de trois heures plus tard sous le regard vigilant des forces de la police bruxelloise, déployées en nombre pour empêcher un éventuel débordement et sécuriser les lieux.

Amel D./Agences

Tunisie/Elections municipales

L'ISIE déplore un faible engagement de la société civile

L'Instance supérieure indépendante des élections (Isie) a déploré le faible engagement de la société civile dans la sensibilisation à l'enregistrement aux élections municipales de décembre 2017. Nabil Baffoun, membre de l'Isie a relevé, vendredi, l'absence des partis politiques et le faible engagement de la société civile dans la sensibilisation à l'enregistrement aux élections municipales de décembre 2017.

«Le nombre des électeurs inscrits a atteint, jusqu'à ce jour, les 167 170 électeurs dont 30 252 qui ont changé d'adresse et de bureau de vote», a indiqué Nabil Baffoun dans une déclaration à l'agence TAP. Rappelons que le dernier délai d'enregistrement aux élections municipales a été fixé pour le 10 août 2017. Le nombre des

bureaux de vote s'élève à 642 répartis dans les locaux des municipalités, de la poste tunisienne, certains hôpitaux et des hypermarchés, en plus des équipes mobiles qui seront présentes dans les festivals, les plages et les zones rurales. Les élections municipales auront lieu le 17 décembre 2017. Les forces armées voteront le 10 décembre 2017.

La proclamation des résultats des municipales se poursuivra du 17 décembre jusqu'au 20 du même mois et les résultats définitifs seront annoncés au plus tard le 24 janvier 2018.

Trois personnes sont mortes et sept autres blessées vendredi dans un accident de la route qui s'est produit dans la ville tunisienne de Kef, selon une source sécuritaire,

cité par l'agence de presse tunisienne TAP.

Trois morts et sept blessés dans un accident de la route à Kef

«Un accident de la circulation s'est produit, vendredi, sur la route nationale n° 17 reliant le Kef à Tagerouine, au niveau de la localité de Sidi Mtir, faisant trois morts et sept blessés plus ou moins graves», indique à la TAP une source sécuritaire. «L'accident serait dû à un dépassement non autorisé qui aurait provoqué une collision entre deux voitures dont l'une est algérienne», précise la même source. Toutes les victimes sont d'origine tunisienne et membres d'une même famille, souligne-t-on.

R. M.



Venezuela

A quoi servira la consultation de l'opposition?

■ L'opposition vénézuélienne organise aujourd'hui une consultation populaire sur le projet du président Nicolas Maduro de changer la Constitution. A quoi peut servir ce vote purement symbolique ?

Par Rosa F.

Le référendum est présenté comme un acte de «*désobéissance civile*» contre le chef de l'État par la coalition des antichavistes (du nom d'Hugo Chavez, président de 1999 à sa mort en 2013), réunis au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD).

Non reconnu par les autorités, ce vote cherche à matérialiser le rejet par les Vénézuéliens de l'assemblée constituante, explique l'opposition. Près de 70% de la population est opposée à ce projet et 80% des Vénézuéliens dénoncent la gestion de M. Maduro, selon la société de sondages Datanalisis.

Une forte affluence lors de la consultation, doublée d'une faible participation pour le vote du 30 juillet lors duquel seront désignés les 545 membres de

l'Assemblée constituante, n'irait à la «*viabilité*» et à la «*gouvernabilité*» de cette instance, juge l'analyste Benigno Alarcon.

«*Le gouvernement va se retrouver dans une situation très compliquée pour continuer avec l'élection*» de l'assemblée constituante fin juillet, et dans tous les cas il lui sera «*très difficile de mettre en oeuvre des décisions dans ce contexte*», ajoute-t-il.

Lors des législatives de fin 2015, les antichavistes se sont largement imposés avec 2,1 millions de voix d'avance sur le camp présidentiel. Devenus majoritaires au Parlement, ils ont mis fin à 17 ans d'hégémonie chaviste.

Le gouvernement déclare que cette future assemblée sera un «*superpouvoir*» qui aura la capacité de dissoudre le Parlement, qu'elle apportera la paix et permettra au pays de se redresser



économiquement. Les analystes estiment que Nicolas Maduro pourrait l'utiliser pour «*gouverner sans limites*», devant son incapacité de remporter des élections classiques et alors que l'opposition a refusé de présenter des candidats.

La consultation «*est symboliquement importante, mais il sera très difficile (pour les antichavistes) d'atteindre leur objectif qui est d'interrompre la Constituante*» en cas de succès, juge Michael Shifter, président du cercle de réflexion Dialogue interaméricain, installé à Washington.

«*Le Parlement peut avoir raison et être légitime, mais le pouvoir réel est concentré du côté de l'exécutif, en incluant les cours (de justice) et les forces armées*», a-t-il ajouté.

Pour bloquer le processus de la future assemblée, un rejet du haut commandement militaire

serait nécessaire. Or l'armée, acteur incontournable du jeu politique national, a exprimé à plusieurs reprises sa «*loyauté inconditionnelle*» au président Maduro, par ailleurs très impopulaire dans ce pays en profonde crise politique et économique. «*Sans cela, la Constituante va poursuivre son chemin, elle sera élue, quelle que soit la participation*», pronostique le politologue Luis Salamanca.

«*Cela va ressembler à deux bus qui foncent l'un contre l'autre et les passagers vont essayer de changer le chauffeur (de changer de direction) ou de lui retirer le volant, pour ne pas se rentrer dedans*», a-t-il expliqué.

Projet d'amendement à la Constitution pour écarter le mandat présidentiel, référendum révocatoire, dialogue avec le gouvernement, vague de manifestations: depuis sa prise de

contrôle du Parlement fin 1995, l'opposition a plusieurs fois tenté de faire pousser vers la sortie le chef de l'État.

Le mandat de Nicolas Maduro court jusqu'à janvier 2019, mais l'opposition craint que la Constituante ne change le système électoral pour permettre au chavisme de rester au pouvoir. C'est pour cela qu'elle assure que la consultation populaire d'aujourd'hui sera le début de son «*offensive finale*».

Si la MUD n'a pas précisé en quoi consisterait cette nouvelle étape, les experts anticipent une hausse des violences ou une grève générale dans les prochaines semaines, avant l'élection du 30 juillet.

Si la Constituante débute ses travaux malgré tout, «*personne ne va la reconnaître et elle va devoir miser sur l'armée pour imposer ses décisions*», prévient M. Alarcon. **R. F.**



Points chauds

Positionnement

Par Fouzia Mahmoudi

Lors de la campagne de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle de 2012 Jean-Luc Mélenchon qui avait alors réalisé un score jugé médiocre de 12% au vu de sa popularité, n'avait pas appelé à voter pour François Hollande. Il avait simplement tout comme il l'a fait à l'occasion de l'entre-deux tours de 2017 appelé à voter contre un candidat. Nicolas Sarkozy alors, et Marine Le Pen aujourd'hui. Et personne n'avait accusé à cette occasion Mélenchon de manquer à son devoir ou de vouloir faire gagner Sarkozy. Surtout, le candidat du Front de Gauche s'était immédiatement placé comme un opposant politique de Hollande dont il jugeait, déjà, la politique dangereuse et en désaccord avec ses principes d'homme de gauche. Il avait même traité quelques mois après sa victoire Hollande de «*capitaine de pédalo*», au grand déplaisir du parti socialiste. Plus de deux mois après la présidentielle et un mois après les élections législatives Mélenchon se veut être le premier opposant d'Emmanuel Macron. Il rejette surtout violemment la réforme du droit du travail que le nouveau président veut faire passer en force. Pour le leader de La France insoumise, Macron souhaite «*remettre en cause le Code du travail dans un sens qu'on connaît : c'est du + + loi El Khomri, c'est toute une philosophie qui veut que la loi recule devant le contrat, et que celui-ci soit négocié de gré à gré dans l'entreprise*». Mélenchon va plus loin : «*Tout est à jeter*» dans la réforme du droit du travail, engagée par le chef de l'État. «*Pour nous, le Code du travail, c'est l'histoire des luttes du mouvement ouvrier, explique l'ex-candidat à la présidentielle. Page après page, ce sont des droits acquis. [...] Si le Code du travail est parfois touffu, c'est parce que le Medef n'a cessé de vouloir y introduire des dérogations. [...] Ce Code est notre protection*». Pour le leader de La France insoumise, le nouveau président doit attendre la tenue des élections législatives pour entreprendre ses réformes : il «*a le droit de ne rien faire !*» «*Tant que l'Assemblée n'est pas là, précise le candidat dans la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône, la loi ne peut pas s'appliquer. On n'abrogera pas le Code du travail sur le peron de l'Élysée. Pardon, mais il y a encore deux ou trois formalités qui s'appellent le vote, et d'abord celui des Français*». Mélenchon pourrait par ailleurs profiter des déboires que connaît le FN en ce moment avec une possible rétractation de leur argument le plus important, la sortie de l'euro, pour se positionner comme le premier opposant au nouveau gouvernement et devenir ainsi un acteur incontournable sur la scène politique pour les cinq années qui viennent. **F. M.**

Raul Castro

«Recul» dans les relations Cuba-USA sous Trump

Le président cubain Raul Castro a déclaré vendredi que le durcissement de Washington envers La Havane décidé par le président Donald Trump entraînait un «*recul*» dans les relations bilatérales, rétablies en 2015 après un demi-siècle.

«*Les annonces faites par le président actuel (...) signifient un recul dans les relations bilatérales*», a dit M. Castro lors de la clôture d'une session du Parlement cubain, diffusée en différé par la télévision officielle.

Le président américain a durci le ton face à Cuba à la mi-juin, en Floride, devant un auditoire d'exilés anti-castristes, portant ainsi un coup au rapprochement initié par son prédécesseur Barack Obama fin 2014, alors que les relations entre les deux pays étaient bloquées depuis la révolution castriste de 1959.

Selon Raul Castro, ces nouvelles mesures correspondent à un durcissement de l'embargo contre Cuba, en vigueur depuis 1962, et sont imprégnées d'«*une rhétorique vieille et hostile propre à la Guerre Froide*».

Il a également dénoncé la «*manipulation*» vis-à-vis de Cuba quand il s'agit des droits de l'Homme.

«*Cuba peut s'enorgueillir des succès rencontrés et nous n'avons pas de leçons à recevoir des États-Unis ni de personne*», a assené Raul Castro au cours de cette session à laquelle la presse internationale n'a pas eu accès.

Malgré ces critiques, le président a réaffirmé sa disposition à continuer un «*dialogue respectueux*», la négociation des sujets «*bilatéraux en cours, sur la base de l'égalité*», et de la reconnaissance «*de la souveraineté et de l'in-*

dépendance de notre pays». Cuba a déjà exprimé son rejet de la nouvelle politique de Donald Trump, et son président poursuit ainsi dans cette direction, sans pour dépasser les limites avec les États-Unis.

«*Toute stratégie qui prétend à détruire la Révolution, que ce soit par la coercition, les pressions ou d'autres méthodes plus subtiles, ne feront qu'échouer*», a-t-il soutenu.

Le leader de 86 ans quittera la présidence en février 2018, après avoir promu pendant 12 ans une lente et prudente ouverture économique.

Raul Castro a laissé derrière lui le vieil affrontement avec les États-Unis, malgré la validité de l'embargo économique mais sans pour autant abolir le système de parti unique, qui rejette la moindre opposition politique.



Palais des rais-Bastion 23

Des photos racontent l'histoire d'Alger

■ Une exposition traçant en images l'histoire de la ville d'Alger depuis l'antiquité est proposée au public jusqu'au 3 août prochain au Centre des arts du Palais des rais-Bastion 23, à travers des photographies d'archives et des peintures. Ouverte le cinq juillet dans le cadre de la célébration du 55^e anniversaire de l'indépendance, cette exposition se veut une occasion pour remonter aux origines de la création de la ville d'Alger.

Par Abia Selles



Organisée par la wilaya d'Alger en collaboration avec l'association «El Adlanya», cette exposition intitu-

lée «El Djazaïr El Mahmiya Billah» (Alger la protégée de Dieu) remonte aux origines de la création de la ville, en faisant des haltes sur les événements marquants des périodes phénicien-

ne, romaine, byzantine, berbère, ottomane, jusqu'à l'ère coloniale. Une première partie de cette exposition, déclinée en panneaux d'information, explore les écrits et la cartographie grecs et romains

à la recherche du premier noyau de la ville d'Alger avant la dynastie des Banou Mezghenna, avant d'énumérer les 18 campagnes militaires qu'elle a subies entre 1516 et 1830.

De cette période de régence ottomane les organisateurs proposent une série de gravures et de peintures de La Casbah d'Alger et des demeures de notables ainsi que des plans de la ville et des représentations de l'habitat urbain de l'époque.

Des représentations de la vie sociale à cette époque, également exposées, reproduisent des scènes du quotidien dans les cafés et bains maures, des scènes de fêtes populaires et religieuses.

L'exposition revient aussi sur les lieux de culte musulman, avec des photographies des mosquées Djamaâ El Kebir (XI^e siècle), Djamaâ Jedid (1660) et Djamaâ Ali Betchin (1622), ainsi que des églises et des synagogues datant de l'époque coloniale, comme la synagogue de la Place Randon inaugurée en

1865.

Une série de cartes postales de collection et d'anciennes photographies renseignent également sur plusieurs métiers à Alger au XVIII^e et du XIX^e, notamment celui d'écrivain public, de notaire, de barbier, de décorateur sur plâtre et autres ciseleur de cuivre en plus de divers marchands.

Les sources et fontaines de La Casbah et des demeures Fahs (autour d'Alger) figurent également dans cette exposition qui consacre un grand espace à la vie du mausolée de Sidi Abderrahmane Ethaâlibi (1383-1470), saint patron d'Alger, ainsi qu'au cimetière de ce mausolée qui abrite les tombes de Ouali Dada, Ahmed Bey et Hassan Pacha, entre autres.

A. S.

Rendez-vous culturels

Institut français d'Alger (Alger-Centre).

Jusqu'au 27 juillet :

Exposition de photographies «Entre ciel et mer» de Noël Fantoni.

Galerie d'art Mohamed-Racim

Jusqu'au 22 juillet :

Exposition de l'artiste peintre Othmane Mersali.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïah à Ouled Fayet

16 juillet :

«Des Bulles sous l'eau», un spectacle magique enchantera petits et grands.

Théâtre régional Abdelmalek-Bougoumouh

Du 16 au 17 juillet :

Festival international de théâtre de Béjaïa.

Les 16 et 17 juillet :

«Babor Ghрак» présenté à Béjaïa.

Théâtre de plein air de Sidi Fredj - Casif -

16 juillet :

Soirée artistique animée par Khitanou, Amine Titi, Tinhinène, El Kord.

17 juillet :

Soirée musicale animée Houssein Kamélon, Group toumast n'teniri, Grpe Diwan Dzair.

18 juillet :

Soirée musicale animée par Amel Zen, Nasime Djezma, Ayoub Medjahed.

19 juillet :

Soirée musicale avec Cheb Zizou, Noureddine Alene, Djazouli, Sid Ali Chala Bala.

20 juillet :

Wissi Ziâne, Bilal Milano, Kader Barigou et Kader 44 animent une soirée musicale.

F. H.

Festival du théâtre amateur à Mostaganem

Appel à la mise en place d'«une loi fondamentale» du théâtre amateur

Les participants à la rencontre sur les contributions du Festival du théâtre amateur au mouvement théâtral algérien, ouvert vendredi à Mostaganem, ont appelé à la mise en place d'«une loi fondamentale du théâtre amateurs».

Dans ce cadre, Gharbi Abdelkrim de l'université de Mostaganem a insisté sur «la nécessité de préparer une plateforme législative et organisationnelle afin de définir une loi fondamentale du théâtre amateur».

Le conférencier a appelé à «définir les concepts et la pratique du théâtre amateur dans le domaine de la comédie, de l'écriture, de la mise en scène, de la scénographie et de l'éclairage, entre autres», relevant la nécessité d'«évaluer les étapes par lesquelles le Festival national du théâtre amateur est passé de sa création en 1967 à aujourd'hui».

M^{me} Bouattou Kheira, de la même université, a souligné l'obligation d'«écrire l'histoire du festival afin de connaître toutes les étapes par lesquelles il est passé depuis sa création ainsi qu'à œuvrer à revoir la straté-

gie d'organisation du festival sur le plan financier, de l'encadrement et de la gestion avec la mise en place d'une loi organique pour le festival». Le spécialiste a insisté sur l'importance de «promouvoir le Festival national du théâtre amateur, après 50 ans d'existence, et son ouverture sur le monde extérieur aux niveaux maghrébin, africain et arabe».

Le commissaire du festival, Nouari Mohamed, a appelé à la mise en place d'un concept méthodologique efficace du programme quinquennal de ce festival et de trouver des moyens techniques et organisationnels pouvant contribuer à pousser l'art théâtral en Algérie à des niveaux plus importants et à hisser le festival à un niveau mondial dans toutes ses dimensions. D'autre part, six axes principaux ont été définis pour cette rencontre, à savoir «l'écriture de l'histoire du festival», «les contributions du festival dans la pratique théâtrale algérienne», «la relation du festival avec le public», «les différentes contributions à la progression du festival et ses

structures d'organisation sur le plan des sujets, de l'esthétisme et des techniques» et «les stratégies d'organisation pour hisser le niveau du festival aux dimensions internationales afin d'améliorer et de promouvoir la pratique théâtrale en Algérie», ainsi que «la mise en place d'une loi régissant le Festival national de théâtre amateur». Les travaux de cette rencontre se poursuivront avec la présentation de conférences, notamment sur «le festival national de théâtre amateur et la création théâtrale libre», «l'expérience de l'écriture journalistique autour festival du théâtre amateur», «la presse au cœur du festival», «le théâtre amateur : perspectives», etc. Des experts d'universités nationales, de Mostaganem, Alger, Skikda, Annaba, ainsi que des comédiens, des metteurs en scène et des journalistes qui ont couvert le festival depuis sa création, participent à cette rencontre organisée par le commissariat du festival en coordination avec la Faculté des lettres et des arts de l'université Abdelhamid-Benbadis de Mostaganem.

L. B.

Selon un responsable du ministère de la Culture

Plus de 2 millions d'adhérents aux bibliothèques de lecture

Le nombre d'adhérents aux bibliothèques principales de lecture a dépassé, à l'échelle nationale, les 2 millions d'inscrits, a annoncé, jeudi, le sous-directeur des bibliothèques et promotion de la lecture publique au ministère de la Culture, Hassan Mendjour.

Intervenant aux 1ers ateliers nationaux de formation sur la gestion et la direction des bibliothèques publiques, abrités par

Ain Témouchent, M. Mendjour a indiqué que l'ensemble des bibliothèques publiques de lecture au niveau de 42 wilayas enregistraient plus de 2 millions d'adhérents.

«Ce nombre est en constante croissance et démontre l'importance de la lecture et du lectorat au niveau national», s'est-il félicité.

Le responsable a révélé que le ministère de la Culture s'at-

teint à mettre à jour les statistiques concernant les fonds livresques disponibles dans chaque bibliothèque pour actualiser les informations disponibles. Un fichier national sera finalisé à la fin de l'année en cours et comportera tous les titres et le nombre d'ouvrages se trouvant au niveau des bibliothèques principales de lecture, a-t-il dit. S'agissant de cette rencontre, Hassan Mendjour a sou-

ligné qu'elle s'inscrivait dans le cadre de la promotion des bibliothèques appelées à assurer des services de qualité aux lecteurs.

«Cette démarche est entamée par le ministère de tutelle, avec le concours d'experts et d'universitaires, pour former les responsables des bibliothèques de wilaya, enrichir et mettre à jour leurs connaissances», a-t-il expliqué.

F. H.



7^e édition de nage en eau libre L'AS Sûreté nationale sacrée

L'ÉQUIPE DE L'AS Sûreté nationale (ASSN) a remporté la 7^e édition de nage en eau libre (messieurs), disputée vendredi à la plage du centre de repos familial de la Sûreté nationale à Ain Taggourait (Tipaza).

Au classement par équipes, l'ASSN a devancé l'équipe du Commandement de la

Gendarmerie Nationale (2^e) et les forces navales (3^e).

Yassine Louzat de l'équipe de Commandement de la Gendarmerie nationale a décroché la première place en individuel, tandis que les deuxième et troisième places sont revenues à Mohamed Kered et Bilal Ben Abderrahmane de l'ASSN, selon les résultats techniques.

Organisée par la DGSN, la compétition a vu la participation de 64 nageurs représentant les différents corps de sécurité prenant part à cette édition supervisée par le contrôleur de police Aboubakr Ahmed, directeur de la santé, de l'action sociale et du sport à la DGSN, représentant du Directeur

général de la sûreté nationale, le Général Major Abdelghani Hamel, et en présence de cadres supérieurs du corps de police.

Outre les nageurs de l'ASSN, les autres participants représentent notamment le Commandement des Forces navales, le Commandement de la Gendarmerie nationale, la Direction générale de la Protection civile, la Direction générale des Douanes et la Direction générale de l'Administration pénitentiaire.

Dans une allocution au terme de la compétition, le contrôleur de police

Aboubakr Ahmed, a indiqué que cette compétition est une tradition annuelle qui vise le développement et la promotion du sport dans les rangs de la police, réitérant la détermination du Directeur général de la Sûreté nationale, le général major, Abdelghani Hamel à soutenir et encourager la pratique des différentes disciplines sportives au sein de la police.

H. N.

Beni Bahdel Ouverture de la 4^e édition des sports de la nature

LA QUATRIÈME édition du Festival national des sports de la nature, prévue du 12 au 16 de ce mois de juillet, a été ouverte, jeudi soir, à Beni Bahdel, une commune située à l'ouest de la wilaya de Tlemcen, par les autorités locales.

Après le défilé des délégations participantes à cette manifestation qui prend de l'ampleur, d'année en année, le wali par intérim, Mohamed Amieur, a mis l'accent sur «l'importance de ce rendez-vous» qui vise, non seulement, à «lutter contre la l'oisiveté», mais aussi, à «contribuer à la découverte de jeunes talents sportifs dans plusieurs disciplines».

Tout en soulignant l'intérêt accordé par la wilaya au renforcement de cette manifestation, le responsable de l'exécutif a mis en relief les retombées socio-économiques de ce festival sur la région.

A cette occasion, les organisateurs de la manifestation ont été honorés, notamment l'association des sports de la nature de la commune de Beni Bahdel, la fédération nationale du sport pour tous, l'APC de Beni Bahdel, les directions de la jeunesse et des sports et de l'éducation, ainsi que l'Agence nationale des barrages et transferts d'eau (ANBT) et l'Agence Eventos.

Les autorités locales ont visité, ensuite, des stands d'expositions mettant en relief l'artisanat de la commune de Beni Bahdel où plusieurs produits artisanaux ont révélé le mode de vie dans cette région montagneuse et le savoir-faire de sa population dans la fabrication d'ustensiles

en bois, de poterie et autres produits de vannerie à base d'alfa, dont des plats et des paniers.

L'association de la pêche sportive de la wilaya de Tlemcen a invité, au niveau de son stand, les autorités locales et citoyens à découvrir ses activités et son programme d'action, notamment, l'organisation, lors de cette quatrième édition, du premier concours national de la pêche sportive.

Organisé par l'association des sports de nature de Beni Bahdel (ASNB) en étroite collaboration avec la Fédération nationale du sport pour tous (FNST), ce festival compte sur pas moins de douze disciplines, qui permettront aux participants, dont l'inscription est libre et «ne nécessite pas une licence», de se mesurer dans les randonnées pédestre, équestre et d'orientation, une course cycliste, en canoë, pêche sportive, para moteur, voile, jeux traditionnels, cerf-volant, tir à l'arc et speed-ball, a indiqué à l'APS, Mohamed Zerrouki, responsable de la communication.

Relevant de la daïra de Beni Senous, Beni Bahdel, considérée comme la plus petite collectivité locale de la wilaya de Tlemcen. Elle abrite cette manifestation sportive de masse visant, notamment, à encourager la pratique des sports de nature dans le pays, entre autres, dans cette région qui culmine à plus de 1 000 mètres d'altitude et qui dispose d'un grand barrage et de hautes montagnes.

R. S.

Transfert de Mendes et Sio à Montpellier Le Stade Rennais veut inclure Boudebouz dans le deal

■ Le Stade Rennais (Ligue 1 française de football) veut inclure le milieu international algérien de Montpellier Ryad Boudebouz dans le deal du transfert de ses deux éléments Giovanni Sio et Pedro Mendes au sein de la formation de l'Hérault, rapporte vendredi le site spécialisé Le 10Sport.



PH: D. R.

Par Ali T.

Le Stade Rennais et Montpellier sont d'accord pour un double transfert. Ceux de Giovanni Sio et Pedro Mendes. Les deux hommes n'entrent plus dans les plans de Christian Gourcuff et Montpellier a la possibilité de les engager rapidement. Les discussions sont très avancées, les deux clubs sont d'accord mais le Stade Rennais essaye de tenter un joli coup d'avoir en parallèle Boudebouz, qui a un bon de sortie de la part du club de l'Hérault.

A l'heure actuelle, les Bretons n'ont pas encore sondé le joueur pour connaître ses intentions et

voir si le joueur serait partant. Mais s'il est d'accord, les choses peuvent aller très rapidement. Au regard de son excellente saison, la valeur marchande de Boudebouz est estimée de 10 à 12 millions d'euros sur le marché. Montpellier a plusieurs fois ouvert la

porte à son joueur depuis plusieurs semaines, souligne la même source. Outre Rennes, le joueur algérien est également convoité par plusieurs formations européennes à l'image de Newcastle, du Bayer Leverkusen ou encore de Leicester City.

Auteur de la plus belle saison de sa carrière lors du dernier exercice avec 11 buts et 9 passes décisives en 33 matchs

de Ligue 1, Boudebouz (27 ans) avait atterri à Montpellier en 2015 en provenance du SC Bastia.

Boudebouz, dont le contrat avec le club de l'Hérault court encore jusqu'en 2019, n'avait pas pris part à la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon en raison d'une blessure au genou.

Il a été retenu en revanche dans le groupe convoqué par le nouveau sélectionneur national l'Espagnol Lucas Alcaraz pour le match amical face à la Guinée (2-1) et le Togo (1-0) comptant pour la 1^{re} journée (Gr.D) des qualifications de la CAN-2019 disputés les 6 et 11 juin à Bldia.

A. T./APS

Stage du 17 au 26 juillet

La JSM Béjaïa en préparation à Sétif

La JSM Béjaïa (Ligue 2 algérienne de football) effectuera un stage préparatoire du 17 au 26 juillet au niveau de l'École des sports olympiques d'El-Baz à Sétif, a annoncé vendredi le club sur son site officiel.

Ce stage qui sera ponctué par un match amical, intervient après la fin de la première partie de préparation consacrée essentiellement au travail physique, qui a vu les coéquipiers de Abdelmalek Merbah reprendre les entraînements mardi dernier sous la conduite du nouvel entraîneur Mounir Zeghdoud.

En matière de recrutement, le club de «Yemma Gouraya» a assuré jusque-là les services de plusieurs joueurs à l'image de l'attaquant de l'AB Bousaâda Belgherbi Abdelwahid, ainsi que les trois sociétaires de l'US Biskra : le milieu récupérateur Mohamed Belchaira et le défenseur central Akil Nazim.

La direction de la JSMB a confié la barre technique à Mounir Zeghdoud, en remplacement de Younes Ifticen, parti à l'issue de la précédente saison.

L'ancien défenseur international aura la mission de faire accéder les Béjaïois en Ligue 1.

Outre l'arrivée de Zeghdoud, le club a également fait appel à Taoufik Kabri pour épauler le nouvel entraîneur en chef, lui qui avait déjà fait un passage dans cette formation pendant la pre-

mière partie du précédent exercice. L'ancien joueur de la JS Kabylie, Karim Douane, a été désigné au poste de manager général en remplacement de Brahim Zafour, appelé à d'autres fonctions. La JSMB entamera la saison footballistique 2017-2018 en déplacement sur le terrain du RC Relizane, dans le cadre de la 1^{re} journée de la compétition prévue le vendredi 25 août prochain.

Anis S.

Fédération algérienne de football Des anciens internationaux en stage pour le diplôme CAF B

LA DIVISION formation de la Fédération algérienne de football (FAF) organise un stage de formation pour l'obtention du diplôme CAF B 2^e module à l'intention des candidats, anciens joueurs internationaux ayant suivi le stage du 1^{er} module qui s'est déroulé au mois de décembre 2016, a annoncé vendredi l'instance fédérale sur son site. Les candidats ont été scindés en deux groupes, le premier (48 joueurs) suivra les cours du 22 au 26 juillet 2017, alors que le second (50 joueurs) le fera du 28 juillet au 1^{er} août 2017, précise la FAF.

Y. N.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MC Alger

Ghrib limogé, Mouassa sur la sellette, un été mouvementé pour le «Doyen»

LE MC ALGER est en train de vivre une période assez mouvementée durant cette intersaison avec le limogeage attendu du directeur général du club Omar Ghrib, alors que l'entraîneur de l'équipe, Kamel Mouassa, est plus que jamais sur la sellette, au moment où le MCA reste engagé en quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine prévus en septembre. Comme il fallait s'y attendre, le Conseil d'administration du MCA est passé à l'action en annonçant dans la soirée de jeudi dernier le limogeage du très controversé Omar Ghrib, qui avait effectué son retour au Mouloudia en avril 2016 après avoir purgé une suspension de deux années et demie. Banni de toute activité en rapport avec le football après le scandale de la finale de la Coupe d'Algérie 2012-2013 face au voisin de l'USM Alger (défaite 1-0), Ghrib a été gracié par vote à main levée lors de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football. Le départ de Ghrib a divisé les supporters mouloudéens. Si certains ont salué cette décision en avançant l'argument du «*changement radical pour le bien de l'équipe*», d'autres n'ont pas approuvé ce limogeage qui intervient «*à un moment crucial et en pleine intersaison*», estimant que «*la stabilité administrative est gage de toute réussite*». Pour remplacer Ghrib, le nom de l'ancien joueur du club Kamel Kaci Saïd est cité dans les couloirs de la maison mouloudéenne, lui qui avait déjà occupé le poste de manager général en 2014 avec à la clé

une Coupe d'Algérie remportée aux dépens de la JS Kabylie (0-0, aux t.a.b 5-4). Les responsables du MCA ne sont pas prêts de s'arrêter là, puisqu'un éventuel limogeage du staff technique dirigé par Kamel Mouassa est évoqué avec insistance dans les rouages du «Doyen», en conséquence du départ de Ghrib qui voulait maintenir le natif de Guelma dans son poste. En parallèle à ces turbulences qui secouent le club de la capitale, les dirigeants, à leur tête le manager général Nacer Bouiche, poursuivent l'opération de recrutement en vue de la saison prochaine. Le MCA a engagé jusque-là les services de l'attaquant de l'USM Bel-Abbès Sofiane Bendebka ou encore du défenseur central de l'ES Sétif Ryad Keniche. Au cours du défunt exercice, le MCA a terminé à la deuxième place en championnat et s'est fait éliminer en demi-finales de la Coupe d'Algérie. Le club est toujours en course en Coupe de la Confédération africaine où il va affronter le Club Africain de Tunis en septembre prochain dans le cadre des quarts de finale. D'ici là, les supporters du MCA espèrent que cette période passera sans «*dommages collatéraux*» sur l'avenir du club, qui aspire à retrouver sa place sur le plan continental. **Racim S./APS**

La route qui tue

9 morts et 45 blessés en 48 heures

NEUF PERSONNES ont trouvé la mort et 45 autres ont été blessés dans des accidents de la circulation survenus durant les dernières 48 heures sur le territoire national, indique hier un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, cinq cas de décès par noyade en mer ont été enregistrés durant la même période dans des plages ou des zones rocheuses interdites à la baignade dans les wilayas de Béjaïa, Skikda, Mostaganem, Tipasa et Boumerdès, note la

même source. En outre, quatre cas de décès par noyade dans des réserves d'eau ont été enregistrés dans les wilayas de Guelma (1) et Sétif (3).

Les unités de la Protection civile ont, d'autre part, procédé à l'extinction de 97 feux de forêt, 26 incendies de maquis, ainsi que 4 incendies de récoltes, avec des pertes estimées à 1 082,5 ha de forêt, 267 ha de maquis, 49 ha de blé, 8 494 boîtes de foin et 1 633 arbres fruitiers, ravagés par les flammes. **L. M.**

Diplomatie

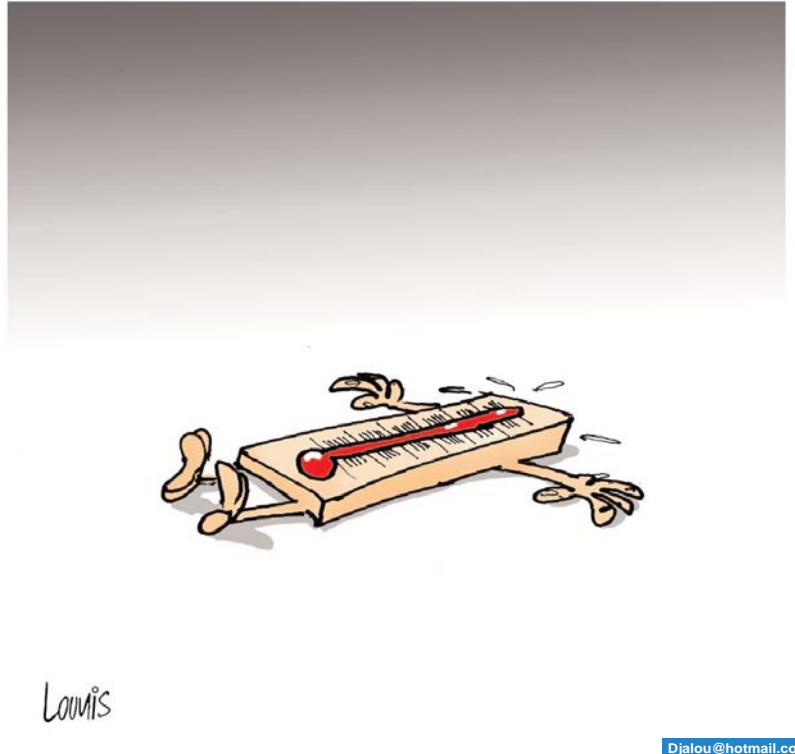
Le ministre français des AE en tournée dans le Golfe

LE MINISTRE français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, en tournée dans le Golfe, a déclaré hier vouloir aider aux efforts de médiation pour mettre fin à la crise diplomatique entre le Qatar et quatre autres pays arabes, dont l'Arabie saoudite. «*La France devrait être un facilitateur en appui à la médiation du Koweït dans la crise*», a déclaré M. Le Drian à la presse, au début de son périple à Doha où il a rencontré son homologue cheikh

Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani. Selon le ministre français des Affaires étrangères, la tournée de M. Le Drian vise à plaider pour un «*apaisement rapide*» dans cette crise diplomatique sans précédent dans le Golfe. Il doit également se rendre en Arabie saoudite, au Koweït et aux Emirats arabes unis. Le 5 juin, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis et l'Egypte ont rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar et

lui ont imposé des sanctions économiques, en l'accusant de «*soutenir le terrorisme*» ce que Doha a catégoriquement démenti. «*La France est préoccupée par la brutale dégradation des relations entre le Qatar et plusieurs de ses voisins*», a dit le ministre français. «*Elle parle à tous ces pays pour faciliter la recherche d'une solution et à tous, la France adresse un message de dialogue et d'apaisement*». **L. N.**

canicule



Djalou@hotmail.com

Trafic de billets de banque à Béjaïa

Trois faussaires arrêtés à Tichy

«*Trois présumés faussaires, dont un ressortissant malien, ont été arrêtés la semaine dernière à Tichy, à l'est de Béjaïa*», a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Par Hocine C.

Ces faussaires ont été appréhendés lors d'un contrôle de routine au niveau d'un barrage dressé à l'entrée de la ville. Ils étaient à bord d'une voiture de type Partner lorsque les policiers ont décidé de fouiller leur véhicule et ont découvert des produits et des objets servant au trafic de billets ainsi que des liasses de papier utilisées pour le même méfait, ajoute la même source. Une somme d'argent en coupures de 1 dollar a été également découverte sur le ressortissant étranger, a-t-on souligné. Le mode opératoire des

trois mis en cause, selon les enquêteurs, est d'attirer leurs victimes en leur promettant un taux de change inférieur à celui en cours. Les deux acolytes du ressortissant étranger, l'un issu de Béjaïa et l'autre de Bouira, avaient pour rôle d'attirer des «clients». Les trois présumés faussaires ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent pour «*possession de produits et objets utilisés dans le trafic de devises*», ajoute la cellule de communication de la Sûreté wilaya.

Un jeune homme âgé de 24 ans a trouvé la mort par noyade dans la matinée de vendredi dans une plage non surveillée à Melbou, à une quarantaine de km à l'est de Béjaïa, a-t-on appris.

La victime, originaire de la wilaya de Batna, s'est noyée alors qu'elle on se baignait dans une zone rocheuse, à proximité du premier tunnel se trouvant à la sortie de la commune de Melbou.

Selon le bilan des services de la Protection civile, 6 personnes ont trouvé la mort par noyade depuis le début de la saison estivale sur les plages de Béjaïa.

H. C.

Melbou : un jeune décède par noyade

Terrorisme à Skikda et Médéa

Deux casemates découvertes et cinq bombes détruites

Deux casemates pour terroristes contenant une importante quantité de produits chimiques destinés à la fabrication d'explosifs ont été découvertes vendredi à Skikda par un détachement de l'Armée nationale populaire, alors que 5 bombes artisanales ont été détruites par

un autre détachement de l'ANP à Médéa, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«*Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors des opérations de recherche et de ratisage, un détachement de l'Armée nationale populaire a*

découvert, le 14 juillet 2017 à Skikda, deux casemates pour terroristes, contenant 500 kilogrammes de produits chimiques servant dans la fabrication d'explosifs, ainsi que des outils de détonation et des subsistances de vivre, tandis qu'un autre détachement a détruit cinq bombes de confection artisanale à Médéa», précise la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale «*ont intercepté, dans deux opérations distinctes menées à Jijel et Ghardaïa, deux narco-trafiquants et saisi 33,2 kilogrammes de kif traité*».

K. L.